

Mali/Présidentielle

Les citoyens aux urnes, des incidents signalés

AFP
Bamako/Mali

La mobilisation de plus de 30 000 membres des forces de sécurité n'a pu empêcher des attaques visant matériel et agents électoraux dans le nord et le centre du pays.

LES Maliens votaient hier pour un scrutin présidentiel qui s'annonce crucial pour l'accord de paix de 2015, destiné à mettre fin aux violences jihadistes qui gagnent d'autres pays voisins du Sahel, malgré cinq ans d'interventions militaires internationales contre les jihadistes.

Malgré la mobilisation de plus de 30 000 membres des forces de sécurité, nationales et étrangères, selon le ministère de la Sécurité intérieure, de nombreuses attaques visant le matériel et les agents électoraux ont été signalées dans le nord et le centre du pays, tandis que l'affluence semblait timide à Bamako. Des tirs de roquettes ont visé le camp de la mission de l'Onu (Minusma) à Aguelhok (nord-est), a indiqué une source sécuritaire de la Minusma mais "il n'y a pas de victime et les roquettes ne sont pas tombées dans le camp". Les quelque 23 000 bureaux de vote étaient ouverts de 08H00 à 18H00 (09H00 à 19H00 au Gabon), les premiers résultats étant attendus dans les 48 heures, les résultats officiels provisoires d'ici le 3 août, avant un éventuel second tour le 12 août. Quelque huit millions d'ha-



Photo : AFP

Comme généralement au 1er tour, les Maliens (ici : à Bamako) ne se sont pas déplacés en masse hier pour voter.

bitants de ce vaste pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, comptant une vingtaine d'ethnies, doivent décider de reconduire le président Ibrahim Boubacar Keïta, 73 ans, ou élire un de ses 23 concurrents, dont le chef de l'opposition, Soumaïla Cissé, 68 ans, et une seule femme, Djeneba N'Diaye. **RELANCE DE L'ACCORD DE PAIX** • La communauté internationale, présente militairement avec la force française Barkhane, qui a pris le relais de l'opération Serval lancée en 2013 contre les jihadistes, et avec les Casques bleus de l'Onu, attend du vainqueur une relance de l'accord de paix signé en 2015 par le camp gouvernemental et l'ex-rébellion à dominante touareg, dont l'application accumule les retards. Malgré cet accord, les violences jihadistes ont non seulement persisté, mais se sont propagées du nord vers le centre et le sud du

pays, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires. Le président sortant a voté à Bamako, et le chef de l'opposition à Niafouké, dans la région de Tombouctou (nord-ouest). Dans le Nord, où l'Etat est peu ou pas présent, les groupes armés signataires de l'accord participaient également à la sécurisation du vote. "Aujourd'hui, pour faire la paix, pour faire la stabilité, il faut que la population accepte de voter", a déclaré Mohamed Ag Intalla, l'Amenokal, (chef élu par les sages) de l'importante tribu touareg des Ifoghas à Kidal (nord-est), bastion de l'ex-rébellion. **URNES INCENDIEES** • Malgré la présence renforcée des forces de sécurité, le scrutin était perturbé dans une série de localités. Dans la commune rurale de Lafia, à l'est de Tombouctou, le vote ne pouvait

se tenir, les urnes ayant été incendiées dans la nuit de samedi à hier par des jihadistes présumés, selon les autorités locales. Dans la commune rurale de Dianké, entre Tombouctou et Mopti (centre), "deux bureaux de vote ont été brûlés ce matin (hier) par des hommes armés" qui ont emporté la moto d'un agent électoral, a déclaré à l'AFP un élu de la localité, Oumar Sall. Dans cette région, "les forces de sécurité sont plutôt concentrées dans les centres urbains qu'en milieu rural", a expliqué un responsable de la société civile de Tombouctou, Yehia Tandina. La chef de la mission d'observation de l'UE, Cécile Kyenge, se voulait "prudente" sur ces informations. "On sait qu'il y a eu quelques incidents, mais ce ne sont pas nos observateurs (qui les ont rapportés)", a-t-elle déclaré à la presse.

Le taux de participation est traditionnellement bas, sensiblement inférieur à 50%, au premier tour de l'élection présidentielle dans ce pays connu pour son rayonnement culturel, mais où moins d'un tiers des plus de 15 ans sont alphabétisés. L'affluence était faible à l'ouverture, a reconnu le président d'un bureau de vote de Bamako, Oumar Camara, incriminant l'heure et la pluie matinales, mais confiant dans une mobilisation plus tardive des électeurs "pour choisir leurs candidats". Selon Oumou Diarra, une jeune femme qui accomplissait pour la première fois son devoir civique, à Niafouké, "c'est très important de voter. Je viens de voter pour le changement". Vendredi, le chef de la principale alliance jihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, le Touareg malien Iyad Ag Ghaly, s'est invité dans la fin de campagne, dirigeant d'un des groupes islamistes qui s'étaient emparés de tout le nord du Mali en 2012. Citant les exactions présumées de l'armée malienne à l'encontre de civils dans le centre du pays, le chef du "Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans" a assuré dans une vidéo que "ces crimes ne resteront pas impunis". A Mbera, le plus grand camp de réfugiés maliens, dans le sud-est de la Mauritanie, 7 320 électeurs étaient inscrits "dans 28 bureaux de vote situés à Mbera-ville, à 3 km du camp", a indiqué à l'AFP Ahmedou Ag Boukhary, l'un de leurs représentants.

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Prisons. 160 détenus se font la belle**
Au moins 160 détenus se sont évadés dans la nuit de samedi à hier à la faveur de l'attaque de leur prison dans la région anglophone du Nord-Ouest par des hommes armés, a appris l'AFP de sources officielles.
- **Côte d'Ivoire/Politique. Billon rencontre Gbagbo à La Haye**
Probable candidat à la prochaine présidentielle en Côte d'Ivoire, Jean-Louis Billon, membre d'un des deux principaux partis de la coalition présidentielle, s'est rendu à la Haye pour rencontrer l'ex-chef de l'Etat Laurent Gbagbo, jugé pour des crimes contre l'humanité, a-t-on appris samedi auprès de leurs entourages.
- **Zimbabwe/Elections. Mugabe souhaite la défaite de son ex-parti**
L'ex-chef de l'Etat zimbabwéen Robert Mugabe, 94 ans, s'est invité hier, à la veille des élections générales, dans la campagne pour souhaiter la défaite de son ancien parti, qui l'a poussé vers la sortie en novembre après trente-sept ans de règne.

A travers le monde

- **Cambodge/Législatives. Le parti de Hun Sen revendique une victoire écrasante**
Le parti du Premier ministre Hun Sen a revendiqué une victoire écrasante (plus de 100 sièges sur 125) aux législatives d'hier au Cambodge, un scrutin très controversé en l'absence de la principale force d'opposition dissoute en 2017.
- **Irak/Troubles. Le ministre de l'Électricité limogé**
Le ministre de l'Électricité irakien a payé hier le prix du mécontentement populaire, limogé après trois semaines de manifestations dans un pays miné par des coupures de courant dues aux milliards envolés dans la corruption.
- **Israël/Conflit. La jeune Palestinienne Ahed Tamimi libérée**



Une adolescente palestinienne, Ahed Tamimi, devenue une icône de la résistance contre l'occupation israélienne, a été libérée hier et accueillie par une foule de supporters et de proches, après huit mois passés en prison pour avoir giflé deux soldats.

Nigeria/Violences

Onze soldats et trois civils tués dans une attaque de Boko Haram

AFP
Kano/Nigeria

Cible du groupe islamiste, un poste militaire dans le nord-est du pays.

ONZE soldats nigériens et trois civils ont été tués au cours d'une attaque menée par le groupe islamiste Boko Haram vendredi soir contre un poste militaire dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué hier des témoins et des sources militaires. Des hommes armés qui étaient arrivés vendredi soir à bord de camions et sur des motos ont mené un

raid avec des explosifs contre un poste-contrôle militaire dans le village de Bunari, près d'une caserne de la ville de Monguno dans l'Etat de Borno. "Ils sont arrivés vers 18H30 (20H30 au Gabon) et ont attaqué le poste-contrôle militaire, et des soldats ont ensuite ouvert le feu", a déclaré à l'AFP un habitant, Amadu Sheriff. "Les attaquants ont pris le dessus sur les soldats qui avaient pris position dans des tranchées près du poste militaire d'où ils ont combattu (avec leurs armes) les hommes armés de Boko Haram", a-t-il ajouté. Trois civils, dont une femme et son enfant, qui se trouvaient à proximité ont

été tués au cours des échanges de tirs, a-t-il dit, ajoutant que les habitants de la zone avaient été évacués samedi avant de se diriger vers la localité voisine de Monguno par craintes de nouvelles attaques. Cet habitant a ajouté avoir vu "deux ambulances transportant des soldats" vers Monguno, localité située à huit km du lieu de l'attaque. Une source militaire qui a confirmé cette attaque a indiqué que onze soldats avaient été tués. "Quatre véhicules militaires dont un blindé et un camion chargé d'armes ont été emmenés par les terroristes", a indiqué la source militaire

s'exprimant sous couvert d'anonymat. Les attaquants ont été repoussés après l'arrivée de renforts militaires venus de Monguno, a-t-il dit. Un chauffeur de bus a déclaré que l'autoroute reliant Maiduguri à Monguno, qui avait été fermée après l'attaque, avait finalement été rouverte samedi à la circulation. "Je suis passé devant le poste militaire hier et tout ce que j'ai vu c'est un véhicule incendié, l'endroit est désert depuis l'attaque", a-t-il dit. Jeudi soir, des combattants de Boko Haram, arrivés à bord d'une trentaine de véhicules ont attaqué une autre base militaire dans le

nord-est du pays, dans une nouvelle démonstration de force contre l'armée, visée à plusieurs reprises récemment. Vendredi, l'armée a annoncé des remaniements "majeurs" au sein de la hiérarchie militaire dans le Borno, avec notamment la nomination d'un nouveau commandant à la tête des opérations de contre-insurrection, le major-général Am Dikko. Ces attaques rappellent que Boko Haram reste une menace majeure malgré les affirmations répétées du gouvernement selon lesquelles le groupe jihadiste est sur le point d'être vaincu.